



Conseil économique et social

Distr. générale
14 janvier 2019
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-deuxième session

1-5 avril 2019

Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

**Débat général 3 a) Mesures pour la poursuite
de la mise en œuvre du Programme d'action
de la Conférence internationale
sur la population et le développement
aux niveaux mondial, régional et national**

**b) Examen et évaluation du Programme d'action
de la Conférence internationale sur la population
et le développement et de sa contribution au suivi
et à l'examen de la mise en œuvre du Programme
de développement durable à l'horizon 2030**

Déclaration présentée par Women's Health and Education Center, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social²

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

¹ E/CN.9/2019/1.

² La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Accès à des informations et services en matière de contraception à un coût abordable afin de favoriser une meilleure utilisation et de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les inégalités et les grossesses non désirées dans les pays en développement rappellent à chacun d'entre nous que le moment est peut-être venu de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de faire en sorte que toutes les grossesses soient clairement souhaitées au moment de la conception. Les grossesses non désirées sont non seulement la principale cause de mortalité et de morbidité maternelles mais elles imposent également une lourde charge sociale et financière aux sociétés dans les pays développés et les pays en développement. D'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le nombre annuel de grossesses dans le monde serait de 200 millions, dont un tiers (soit 75 millions) serait des grossesses non souhaitées. Il n'existe pas de formule magique ni de solution de dépannage permettant de faire face à l'explosion démographique. Les gouvernements, les prestataires de soins de santé et les chefs religieux peuvent, en unissant leurs efforts, largement contribuer à garantir des conditions de vie saines aux familles dans le monde entier.

La contraception, qu'il s'agisse d'y avoir recours ou accès ou de la façon dont elle est perçue, touche à des questions sociales, politiques et économiques complexes. Elle concerne la santé des femmes et les droits de la personne. Il s'agit de faire des choix et non pas d'éveiller des sentiments de peur, de culpabilité et de honte. Les représentations et idées négatives qu'on se fait de la planification familiale et de la contraception dans certains milieux religieux et sociaux sont les principales causes de la mauvaise et très faible utilisation des méthodes contraceptives dans de nombreuses régions du monde. Un principe fondamental des soins conformes à l'éthique et axés sur les femmes est que les femmes ont le droit d'avoir voix au chapitre pour ce qui est de choisir une méthode contraceptive. Une femme qui aura elle-même choisi un moyen de contraception a de bonnes chances de l'utiliser régulièrement et correctement. Des pratiques sexuelles responsables et la planification familiale devraient faire partie des questions abordées dans le cadre du bilan de santé des hommes afin que les méthodes contraceptives soient mieux utilisées. En effet, il faut être deux pour faire un enfant.

Le Women's Health and Education Center (WHEC), qui fonde son action sur le principe d'égalité consacré par la Charte des Nations Unies, œuvre pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, l'autonomisation des femmes, l'égalité des femmes et des hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, les droits de l'homme, l'action humanitaire et la paix et la sécurité. La plateforme en ligne WHEC Global Health Line (WGHL) vise la mise en place, en collaboration avec des pays développés, de programmes dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire afin d'améliorer la santé maternelle et infantile, en s'appuyant sur le principe d'intérêt et de respect mutuels, grâce à son projet LINK Access, un réseau d'apprentissage et d'innovation pour les connaissances et les solutions (Learning and Innovation Network for Knowledge and Solutions). Le plan d'études correspondant est destiné à promouvoir une interprétation commune de la santé des femmes et des enfants, à chercher des solutions aux problèmes de développement fondées sur les sciences et la technologie et à encourager la prochaine génération, les filles et les femmes en particulier, à entreprendre des études en sciences, technologie et mathématiques.

La plateforme en ligne offre aux pays les moins avancés une liberté d'accès et des programmes éducatifs, le Programme des Nations Unies pour le développement

opérant une sélection. WHEC peut ainsi contribuer à la lutte contre les inégalités en matière de santé et d'éducation et promouvoir le développement durable. Des services de conseils en matière de contraception s'imposent pour fournir des informations précises sur le dispositif, l'efficacité et l'innocuité des moyens disponibles. Le fait de connaître les besoins et le profil de la patiente peut aider le prestataire de soins de santé à lui recommander la méthode contraceptive la plus adaptée pour ce qui est de l'efficacité, de l'innocuité et de la facilité d'utilisation. Par ses initiatives, WHEC accorde de l'importance à la santé publique dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030 et accélère la création de réseaux collaboratifs interdisciplinaires, intersectoriels et transfrontières.

Déclaration

Suivi et examen du projet LINK Access de WHEC visant à fournir des services de recherche sur la santé de la procréation à un coût abordable

Notre projet de réseau mondial est accessible dans 227 pays et territoires et disponible dans les six langues officielles de l'ONU. Il est actuellement utile à 14 millions d'abonnés dans le monde. Il figure sur la carte mondiale des projets (Projects on World Map) publiée sur le site Web Civil Society Network (CSO Net) sous la rubrique Best Practices (numéro d'identification (ID #) 364), à l'adresse suivante : <https://esango.un.org/irene/?page=viewContent&type=2&nr=364§ion=2>.

Recommandations

1. Garantir la gratuité ou le faible coût des services éducatifs et des services de santé, dispensés par des prestataires de soins qui ne se posent pas en moralisateurs ;
2. Dispenser une formation au personnel de santé afin qu'il puisse fournir des informations adaptées à chaque âge et qu'il accepte volontiers de répondre aux besoins des adolescents en matière de santé et de contraception ;
3. Donner accès à des services de prévention tels que la régulation des naissances, l'appui psychologique ou le dépistage de maladies sexuellement transmissibles ;
4. Assurer la santé, la sécurité et le bien-être de tous les travailleurs, femmes et hommes ;
5. Promouvoir l'éducation, la formation et le perfectionnement professionnel des femmes de tous âges ;
6. Mesurer les progrès faits aux niveaux régional, national et international en matière d'égalité des genres et publier les résultats ;
7. Montrer la voie, de manière dynamique et cohérente, afin d'aider les États Membres à atteindre leurs objectifs prioritaires, par la mise en place de partenariats efficaces avec la société civile et les autres acteurs concernés.

Il faut soutenir activement les initiatives que WHEC mène avec l'ONU et l'OMS afin de promouvoir le droit à la santé et les droits de la personne et d'atteindre nos objectifs communs. Tous les peuples et toutes les générations aspirent à un monde meilleur et plus sain dans lequel chacun puisse vivre sa vie et élever ses enfants.
